

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18 019 BOURGES

BOURGES, le 12/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Entreprise CASSIER SAS

La Ballastière

37 700 ST PIERRE DES CORPS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 de la carrière de sable et graviers exploitée au lieu-dit " Les Blitteries " (Route de Presly), 18 380 Ennordres. L'inspection a été annoncée le 21/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASSIER SAS
- " Les Blitteries " (Route de Presly), 18 380 Ennordres
- Code AIOT : 0010002346
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sable et graviers alluvionnaire exploitée au lieu-dit "Les Blitteries" sur le territoire de la commune de Ennordres a été autorisée pour une durée de 20 ans sur une superficie de 38 ha dont 17 ha 75 a exploitables par l'arrêté du 18 février 2008 (modifié).

Par arrêté préfectoral du 22 décembre 2021, la SAS Entreprise CASSIER a été autorisée à renouveler partiellement et à étendre la carrière de sables et graviers alluvionnaire "Les Blitteries" pour une période de 11 ans sur une superficie totale de 34 ha 78 a 18 ca dont 14 ha 43 a, exploitables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection du 29 octobre 2020 ;
- Gestion des déchets ;
- Exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1 VI (29/10/2020)	Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.a	NC1 Inspection du 29/10/2020	Sans objet
2	NC2 VI (29/10/2020)	Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.a	NC2 Inspection du 29/10/2020	Sans objet
3	NC3 VI (29/10/2020)	Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.c	NC3 Inspection du 29/10/2020	Sans objet
4	D1 VI (29/10/2020)	Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.a	D1 Inspection du 29/10/2020	Sans objet
5	D2 VI (29/10/2020)	Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.a	D2 Inspection du 29/10/2020	Sans objet
6	D3 VI (29/10/2020)	Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.c	D3 Inspection du 29/10/2020	Sans objet
7	D4 VI (29/10/2020)	Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.d	D4 Inspection du 29/10/2020	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1 VI (29/10/2020)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.a
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1 de la visite du 29/10/2020
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire est munie d'un décanteur déshuileur dont l'exutoire d'effluents non chargés en hydrocarbures est raccordé au bassin de décantation. [...].
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat du 29/10/2020 (NC1) : l'exutoire des effluents du décanteur déshuileur n'est pas raccordé au bassin de décantation. Par courrier du 9 février 2021, l'exploitant a indiqué que " l'exutoire des effluents du décanteur déshuileur est raccordé au bassin de décantation via la conduite de rejet des eaux sales des installations. " Le jour de la visite du 15 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exutoire des effluents du décanteur déshuileur est bien raccordé au bassin de décantation. La NC1 relevée lors de l'inspection du 29 octobre 2020 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.a
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : NC2 de la visite du 29/10/2020
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...].
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat du 29/10/2020 (NC2) : un fût d'huile moteur n'est pas stocké sur rétention. Par courrier du 9 février 2021, l'exploitant a indiqué que : " le fût a été mis sur rétention ". Lors de la visite du 15 novembre 2022 , l'inspection des installations classées a constaté que le stockage des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé sur rétention. La NC2 relevée lors de l'inspection du 29 octobre 2020 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.c
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives à la gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : NC3 de la visite du 29/10/2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) :</p> <p>Les eaux de nettoyage et de ruissellement de l'aire de nettoyage seront préalablement décantées et canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures de classe 1 avec un obturateur automatique.</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; • La température est inférieure à 30°C ; • Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105) ; • La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101) ; • Les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90-114). <p>[...].</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations :</p> <p>Constat du 29/10/2020 (NC3) : la valeur limite autorisée en concentration sur le paramètre MEST en sortie de séparateur d'hydrocarbures n'est pas respectée.</p> <p>Par courrier du 9 février 2021, l'exploitant a indiqué que : " les résultats de la dernière analyse réalisée en octobre 2019 montrent effectivement un dépassement en concentration sur les M.E.S.T., ce dépassement s'explique par un positionnement du déshuileur débourbeur trop bas par rapport à la canalisation de refoulement des eaux des installations de traitement . Le déshuileur débourbeur a donc été déplacé. Aujourd'hui, les eaux de nettoyage et de ruissellement de l'aire étanche sont renvoyées dans un puisard équipé d'une pompe de relevage, qui les dirige vers le séparateur d'hydrocarbures. L'exutoire des effluents du séparateur d'hydrocarbures est raccordé à la conduite de rejet des eaux des installations de traitement ".</p> <p>Le jour de la visite du 15 novembre 2022, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse du 12/04/2022, réalisé par la société "SYPAC".</p> <p>L'inspection a constaté que les valeurs prescrites dans l'arrêté préfectoral du 18 février 2008 sont respectées.</p> <p>La NC3 relevée lors de l'inspection du 29 octobre 2020 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : D1 VI (29/10/2020)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.a
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : D1 de la visite du 29/10/2020
Prescription contrôlée : [...]. Au moins un kit anti-pollution est présent sur le site et dans le véhicule apportant le carburant.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat du 29/10/2020 (D1) : L'exploitant justifiera à l'inspection des installations classées qu'un kit anti-pollution est présent dans le véhicule apportant le carburant. Par courrier du 9 février 2021, l'exploitant a envoyé une photo du kit anti-pollution présent dans le véhicule apportant le carburant. Le jour de la visite du 15 novembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté qu'un kit anti-pollution est présent sur le site (dans le local de stockage des huiles). Cependant, l'inspection n'a pas pu vérifier la présence d'un kit anti-pollution dans le véhicule apportant le carburant car il n'était pas présent sur le site le jour de la visite. La D1 relevée lors de l'inspection du 29 octobre 2020 est satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : D2 VI (29/10/2020)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.a
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : D2 de la visite du 29/10/2020
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...].
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat du 29/10/2020 (D2) : L'exploitant vérifiera les caractéristiques des produits stockés sur les mêmes rétentions et, le cas échéant, stockera ces produits sur des rétentions différentes en cas de non compatibilité. Par courrier du 9 février 2021, l'exploitant a indiqué : " qu'il n'y a aucune incompatibilité de stockage pour les produits concernés ". Lors de la visite du 15 novembre 2022 , l'inspection des installations classées a constaté que seuls des produits compatibles sont stockés sur une même capacité de rétention. La D2 relevée lors de l'inspection du 29 octobre 2020 est satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.c
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives à la gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : D3 de la visite du 29/10/2020
Prescription contrôlée : [...] <p>Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse pas donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat du 29/10/2020 (D3) : L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées des éléments probants afin de justifier que la pompe d'alimentation en eau de procédé est raccordée électriquement aux installations de traitement des matériaux et à la centrale à béton. Par courrier du 9 février 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une attestation (justifiant que "la commande de la pompe d'alimentation est coupée par les arrêts d'urgence et lignes de vie se trouvant sur l'installation de l'Entreprise CASSIER"). Cette attestation a été réalisée le 3 février 2021 par Madame SOUCHET agissant en qualité de représentante légale de la société SAS SODILEC. La D3 relevée lors de l'inspection du 29 octobre 2020 est satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2008, article III.5.A.d
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives à la gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : D4 de la visite du 29/10/2020
Prescription contrôlée : [...] <p>L'ouvrage devra notamment répondre aux caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le piézomètre doit pénétrer d'au moins 5 mètre dans la nappe ; • le diamètre de forage doit permettre après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement ; • le tubage est constitué : <ul style="list-style-type: none"> ➤ d'un tube plein avec cimentation étanche de l'espace annulaire entre le terrain naturel et le niveau piézométrique de la nappe ; ➤ d'un tube crépiné entre le niveau piézométrique et le fond, avec massif filtrant ; ➤ d'un couvercle coiffant verrouillable à la partie supérieure du type plein, situé à + 0,50 m par rapport au terrain naturel. [...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat du 29/10/2020 (D4) : L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées des éléments probants afin de justifier la présence de d'un tube plein avec cimentation étanche de l'espace annulaire entre le terrain naturel et le niveau piézométrique de la nappe. Par courrier du 9 février 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de la société EXEAU CENTRE, (référence : 09070021 du 20/07/2009) concernant la réalisation du piézomètre ainsi que le plan de coupe de celui-ci. Le plan de coupe fait apparaître une cimentation de l'espace annulaire entre le terrain naturel et le niveaux des "Sables à silex" (sur une profondeur 3,5 m). La D4 relevée lors de l'inspection du 29 octobre 2020 est satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • [...]. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : Conforme
<p>Observations :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le plan de gestion des déchets d'extraction pour le site "Les Blitteries" a été réalisé et transmis en janvier 2021.</p> <p>L'inspection a constaté que le plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière "Les Blitteries", située sur la commune d'Ennordres contient tous les éléments nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet